

**Journées d'étude MiREnge**  
***Migrations, Réflexivité, Engagement***

***Jeudi 7 avril - 9h30-17h***  
***Vendredi 8 avril - 10h-16h30***

Maison des Sciences de l'Homme et de la Société  
Salle de conférence, Université de Poitiers



***Épistémologie et méthodologies dans les approches  
critiques des migrations***

***Engagement et réflexivité***

Programme Journées d'étude MiREnge  
(Migration Réflexivité Engagement)  
*ICMigrations Département Policy*

Épistémologie et méthodologies dans les approches critiques des migrations  
Engagement et réflexivité

Jeudi 7 avril 2022

*9h30 : accueil des participants*

*10h-10h15 : Présentation des deux journées*

Florence Boyer, URMIS-IRD, Université Paris Cité, CNRS, UCA, ICMigrations

Giulia Breda, Université Côte d'Azur, ICMigrations

Adelina Miranda, Migrinter, Université de Poitiers, ICMigrations

Stéphanie Lima, LISST-INU Champollion, ICMigrations

10h15 - 13h

Axe 1 : S'engager par/avec le terrain

Discutante : Giulia Breda, Université Côte d'Azur, ICMigrations

**La recherche en collaboration dans un contexte de criminalisation de la solidarité**

**Maria Dolores Paris**

Colegio de la Frontera Norte, Tijuana, Mexique

En accueil à l'ICMigrations

**Agents et agences : circulation des modèles de gouvernance de la migration dans la Tunisie post-2011**

**Marouen Taleb**

IRMC/AFD

**S'engager pour observer. Réflexions pratiques et éthiques sur un terrain en zones d'attente**

**Judith Marcou**

IRIS-EHESS Paris

13-14h pause

14h-17h

Axe 2 : Terrains violents et neutralité axiologique

Discutante : Sonia Missaoui, LISST, Université Toulouse Jean Jaurès, CNRS

**Neutralité, objectivité et engagement dans le travail de terrain avec les migrants : notes pour la discussion**

**Yerko Castro Neira**

Universidad Iberoamericana de Mexico, Département de Sciences Sociales et Politiques

**Quand la présence déconstruit la violence. Triangler la tension action-réflexion via la formation**

**Cécile Dubernet**

Faculté des sciences sociales et économiques, Institut catholique de Paris, ICMigrations

« Horizons violents » : temporalités, subjectivités et espaces. Croiser des terrains pour penser les migrations à partir d'Haïti

Maud Laëthier

URMIS – IRD, Université Paris Cité, CNRS

Vendredi 8 avril 2022

10h-12h30

Axe 3 : Multiplication des catégories émiques et dépolitisation des situations migratoires:

Discutante : Stéphanie Lima, LISST, INU Champollion, ICMigrations

Quand les migrants « *signent la déportation* » ou servent d' « *intermédiaires indigènes* ». Appréhender les retours volontaires entre discours émique et élaboration heuristique.

Anissa Maâ

Université libre de Bruxelles, ICMigrations

"Nommer quand même ? Stratégies historiennes face aux catégorisations de l'altérité dans l'espace public"

Yvan Gastaut

URMIS, Université Côte d'Azur, IRD, CNRS, UPC

12h30-14h pause

14h-16h00

Axe 4 : Chercheur.e situé.e et posture réflexive

Discutant.e : Brenda Le Bigot, Migrinter, Université de Poitiers, ICMigrations

Étudier le gouvernement des migrations 'par le haut'? Méthodologie et réflexivité en terrain inconnu

Nora El Qadim

Université Paris 8, CRESPPA-Labtop/ ICMigrations

Lorena Gazzotti

Casa de Velazquez

Des biais de genre à décentrer : (re)penser son positionnement de recherche au prisme des masculinités

Emeline Zougbede

CNRS, ICMigrations

16h00-16h30

Conclusion

Kamel Dorai

Migrinter, CNRS, Université de Poitiers, ICMigrations

## Résumés

### **Agents et agences : circulation des modèles de gouvernance de la migration dans la Tunisie post-2011**

**Marouen Taleb**

Chercheur post-doctoral IRMC/AFD, projet ProGreS Migration/GLM

Les réformes lancées en Tunisie au lendemain de la révolution de 2011 marquent le passage d'un modèle basé essentiellement sur les rapports informels entre les institutions et les responsables à des rapports plus structurés. Or, il apparaît rétrospectivement que cette restructuration des mécanismes de l'administration publique est freinée par l'architecture institutionnelle héritée mais également par l'instabilité politique.

Le modèle de développement et gouvernance tunisien, dont l'hybridation se mesure en fonction de la diversité des capitalismes orientant sa mue, tarde à se remettre en question. Ce dernier tend à être aidé ou perturbé en cela par une multitude de logiques nouvelles, à la fois en amont et en aval des modes d'action et des échelles de pouvoirs. La succession rapide des urgences et des impératifs socio-politiques ont jusqu'à maintenant limité l'assimilation des évaluations de politiques publiques (trop rares) et de la portée des projets et de réformes instiguées par les bailleurs de fonds et les ONG internationales. Les niveaux de résistance aux changements de l'appareil de l'Etat se mesurent au degré de confrontation entre politiques induites et réalités sociales et territoriales. Occulter la dimension territoriale des politiques de développement et de gouvernance relève de la standardisation à la fois des modes d'action de l'Etat mais également des modèles et les approches véhiculées par la coopération internationale ou l'aide publique au développement. Bien que la remise en question de ces approches standardisées fut adoptée, le recours des agences à des partenaires techniques (Organismes de recherche, think tank et bien ONG internationales) instille par effets interposés, une vision, des normes de travail et des valeurs que les parties locales appréhendent différemment selon le contexte territorial et selon la thématique. Entre synergie et intégration des modèles d'un côté et de l'autre le refus de l'ingérence, le spectre des forces de la « réaction institutionnelle » est assez large. Cela témoigne d'une variabilité de la perméabilité d'un « modèle tunisien » en constante hybridation tout au long de cette décennie de transition vers la démocratie.

Fruit d'une collaboration entre la recherche académique et bailleur de fonds, cette contribution tente de recontextualiser l'appui international en matière de « gouvernance et stratégie migratoire » à la Tunisie à travers un prisme scientifique et critique, à la fois des aspects organisationnels mais également des fondements qui ont guidé cet appui. En outre, la posture du chercheur est également interrogée à travers la perception dont il fait l'objet à la fois par les bailleurs, les agents de mise en œuvre et les cibles de ce genre de programmes. Entre les impératifs de l'éthique scientifique et les exigences opérationnelles de l'aide publique au développement, le rôle de la recherche scientifique est redéfini car elle joue de facto un rôle acteur.

### **Neutralité, objectivité et engagement dans le travail de terrain avec les migrants : notes pour la discussion**

**Yerko CASTRO NEIRA**

Professeur d'anthropologie, Universidad Iberoamericana de Mexico, Département de Sciences Sociales et Politiques

Je travaille à Tijuana à la frontière entre le Mexique et les États Unis en suivant les migrants qui attendent une réponse des tribunaux afin d'obtenir l'asile, avec des militants des droits à la migration ainsi qu'avec des avocats. Dans ce contexte, les chercheurs nous sommes confrontés quotidiennement à des situations extrêmes de souffrance sociale et nous sommes témoins d'innombrables abus d'autorité et de violences de toutes sortes.

Dans ce contexte, immergé dans le terrain, les recommandations de Durkheim sont de traiter les faits sociaux comme des choses qui résonnent trop loin. Ou bien nous pouvons trouver exaspérant de maintenir la neutralité axiologique exigée par Weber.

Bien que les situations de violence sur le terrain soient documentées depuis les années 1990 (Sluka, 1995), il est évident que la recherche sur la migration est, comme jamais auparavant dans son histoire, traversée par d'innombrables formes de violences.

Dans cette présentation, je veux discuter, à la lumière de l'observation de ces conditions violentes sur le terrain, de leurs implications pour la neutralité, l'objectivité et l'engagement dans nos recherches.

Si toutes les données de terrain intègrent toujours "un facteur personnel", comme le dit Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995), les conditions violentes du terrain, où nous pouvons être témoins ou bien même victimes de violences, nous amènent à dépasser largement l'idée du "facteur personnel" pour questionner les enjeux pertinents de notre travail. Quelle posture adopter face aux événements observés sur le terrain ? Comment se situer en tant que chercheur et participant dans une réalité sociale ? Comment trouver un équilibre entre l'objectivité nécessaire et la neutralité requise ? Comment faire de notre recherche une source d'engagement avec les situations difficiles des migrants ainsi qu'une source de théorisation et de réflexion sur nos méthodologies ?

Dans cette présentation, j'espère discuter de ces situations sur la base de trois matériaux. Tout d'abord, une série d'analyses tirées d'une autoethnographie (Ellis, 2004) que j'ai menée sur ma propre expérience de terrain avec des militants et des migrants. Deuxièmement, à partir de mon travail d'ethnographie numérique qui consiste à suivre les activités et les événements sur les plateformes et les groupes de migration pendant ces deux années de pandémie. Et troisièmement, un projet comparatif entre les migrations aux Amériques et aux frontières de l'Europe auquel j'ai participé.

### **« Horizons violents » : temporalités, subjectivités et espaces. Croiser des terrains pour penser les migrations à partir d'Haïti**

**Maud Laëthier**

URMIS – IRD, Université Paris Cité, CNRS

La migration occupe une place particulière dans l'histoire d'Haïti ; le pays est, depuis plusieurs décennies, un des pays, voire le pays, de la Caraïbe d'où on émigre le plus. Or, travailler sur les migrations à partir d'Haïti, c'est souvent travailler sur des « horizons temporels » incertains, marqués par des situations de violences. Qu'il s'agisse des violences exercées à l'encontre des migrants eux-mêmes ou des récits chargés de souffrance que ces derniers portent et partagent parfois, par quelle description, par quel mode d'écriture peut-on les restituer ? Comment en effet rendre compte de l'inscription de la violence dans l'expérience des personnes qui peuvent la nier, la repousser, l'exacerber ? Comment saisir l'originalité de telles interactions ? Convient-il de les contextualiser, de les inscrire dans une chambre d'échos où semblent institués les éléments d'une trame ? Les (re)placer dans une historicité haïtienne où circulent différentes formes de violence (politique, étatique, civile, quotidienne, para étatique) et auxquelles l'image du pays est si souvent réduite ? Comment (se) penser face à un matériau si singulier, nécessairement pris, par l'enquête, dans un jeu d'intersubjectivités ?

S'il est peu probable que mon intervention réponde à toutes ces questions, qui placent la réflexion sur un plan scientifique, éthique, épistémologique et politique, je voudrais, dans une perspective qui permette néanmoins de les illustrer, partager des observations inspirées de différentes ethnographies sur la présence haïtienne (Guyane, Surinam, Haïti). J'évoquerai aussi la place marginale qu'occupe l'objet « migration » dans le champ scientifique haïtien pourtant fortement marqué – depuis la première moitié du XXe siècle – par le déploiement des sciences sociales et plus particulièrement de l'ethnologie.

**Quand la présence déconstruit la violence  
Triangler la tension action-réflexion via la formation  
Cécile Dubernet**

Professeur extraordinaire, Faculté des sciences sociales et économiques, Institut catholique de Paris

Cette intervention propose d'explorer l'espace de formation comme lieu de production de savoirs réflexifs et non-hégémoniques sur l'engagement en terrains violents. A partir d'une relecture de 12 ans d'expérience de formation à la protection civile non-armée (en anglais unarmed civilian protection), l'auteure explore les articulations entre ce type de présence, qui s'est développé, entre autres, dans des communautés de personnes déplacées en Colombie, Soudan du Sud, Irak, Nord Cameroun, etc.) et ses modes de transmission rarement universitaires. Elle souligne les difficultés de faire émerger une réflexion engagée et critique sur l'action non-violente en contexte de crise sécuritaire dans les circuits de recherche dominants : approches de protection non-identifiées en géopolitique, terrains difficiles d'accès, pression financière, etc. Elle suggère, par contraste, que des espaces de formation professionnels mixtes, mis en place dans le cadre de partenariats ONG-Institutions, ont fait valoir des postures, pratiques et connaissances novatrices, tant pour les acteurs que pour les chercheurs impliqués. Enfin elle esquisse quelques préalables éthiques et épistémologiques pour cette pédagogie croisant terrain violents, engagements

**Quand les migrants « signent la déportation » ou servent d' « intermédiaires indigènes ».  
Appréhender les retours volontaires entre discours émique et élaboration heuristique.**

**Anissa Maâ**

Postdoctorante, Université libre de Bruxelles

Cette intervention s'appuie sur les résultats d'une thèse défendue en 2020, qui a porté sur les programmes d' « Aide au Retour Volontaire et à la Réintégration » (programmes AVRR) de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), mis en œuvre depuis le Maroc et principalement destinés à des ressortissants ouest et centre africains. Au cours de mes recherches conduites entre 2016 et 2018 au Maroc, j'ai dû faire face à des enjeux d'accès au terrain significatifs, puisqu'il m'était impossible de mener une enquête ethnographique au sein de la « boîte noire » institutionnelle de l'OIM. J'ai donc été amenée à définir une méthode d'enquête « au seuil » de l'OIM, qui m'a finalement permis de renouveler mon appréhension de mon objet de recherche. En effet, j'ai opéré deux décentrement analytiques majeurs en considérant le rôle décisif mais ambivalent de deux catégories d'acteurs « migrants » dans la mise en œuvre de l'éloignement : les candidats au retour qui « signent la déportation » et les « intermédiaires indigènes ». Il convient cependant de justifier l'usage de la terminologie proposée.

Dans un premier temps, j'ai assisté à des mobilisations collectives de migrants en faveur d'une aide au retour. Par conséquent, j'ai décidé de replacer ces derniers au centre de l'analyse du processus de retour. Les migrants se réfèrent au service de l'OIM au moyen d'une expression émique ; ils et elles disent « signer la déportation ». Alors qu'ils sont généralement appréhendés comme les objets d'un éloignement dont le caractère « volontaire » est largement contesté, les candidats au retour invitent ici à considérer avec une attention particulière, la manifestation de leur agencité au sein même d'un processus d'éloignement. Ils démontrent alors leur capacité à se réapproprier le service de l'OIM, y compris dans la perspective de définir des stratégies de circulation intra-africaine. Dans un second temps, j'ai observé que des acteurs périphériques à l'OIM jouaient un rôle clé dans le processus de retour. J'ai alors décidé de « provincialiser l'OIM » en intégrant ces pratiques d'intermédiation au retour à mes recherches. En particulier, je me suis intéressé aux acteurs issus des communautés migrantes qui assurent la circulation de l'information sur le retour entre l'OIM et son public cible au titre d' « éducateurs pairs », « leaders communautaires », « agents de terrains », « agents communautaires » ou « médiateurs ». Malgré la diversité de ces appellations

officielles, j'ai regroupé ces acteurs sous le concept heuristique d'« *intermédiaires indigènes* » afin de saisir à la fois les dynamiques raciales, les continuités historiques et les déclinaisons hétérogènes sur le terrain, de cette pratique singulière d'intermédiation. Alors que l'OIM est généralement interprétée comme un acteur dominant de l'« industrie migratoire » (Hernández-León, 2013) et la participation d'acteurs tiers comme constitutive d'un « continuum de l'expulsion » (Kalir et Wissink, 2016), les « intermédiaires indigènes » transforment pour leur part substantiellement, et parfois contredisent, les objectifs d'éloignement des programmes AVRR.

La méthode d'enquête conduite « au seuil » de l'OIM m'a donc amenée d'une part, à employer une expression émique mobilisée par les migrants (« *signer la déportation* »), et d'autre part, à élaborer un concept heuristique à partir d'une terminologie qu'il s'agit de manier avec prudence (« *intermédiation indigène* »). Ce double mouvement – de rapprochement vers le terrain, et de prise de distance avec ce dernier – m'a permis de dépasser la dichotomie entre « contrôle » et « autonomie » qui structure dans une large mesure les études sur les migrations. Il m'encourage en outre aujourd'hui, à considérer plus explicitement la « colonialité » du gouvernement international des mobilités.

### **Des biais de genre à décentrer. Repositionner sa recherche au prisme des masculinités**

**Emeline Zougbedé**

CNRS, ICMigrations

Bien des terrains de recherche placent les chercheur-ses dans des situations d'altérité. Il s'agit alors d'en tenir compte sur au moins deux niveaux : d'abord par l'adoption d'une posture réflexive signifiant un « retour sur soi » (Rinaldy, 2014) ; ensuite, en conduisant une autre analyse réflexive, celle qui cette fois-ci parvient jusqu'à l'analyse interprétative (Geertz, 1996). M'intéressant, dans le cadre de ma recherche doctorale, à l'étude l'articulation entre situation d'emploi et situation administrative de migrants originaires de la vallée du fleuve Sénégal à Paris, j'ai opté pour ce retour réflexif comme partie intégrante de la méthodologie de recherche et de l'interprétation des résultats. C'est-à-dire qu'en faisant l'étude des insertions professionnelles sur les marchés du travail français de travailleurs sans-papiers, j'y ai inclus l'analyse d'un rapport social à la classe et à la race à la fois pour rendre compte de ces insertions professionnelles différenciés et subalternisés (les migrants sans-papiers travaillent dans les marchés du travail secondaires dans des secteurs d'activités où ils occupent des postes peu qualifiés et précarisés), mais aussi pour scruter ce qu'il pouvait y avoir dans nos relations d'enquêtrice à enquêtés. Cette posture de recherche et dans la recherche a de fait sous-tendu la production de savoirs « scientifiques » engagés, dénonçant la réitération d'un utilitarisme migratoire (Morice, 2001) à l'endroit du travail des sans-papiers et des procédés exceptionnels de régularisation du séjour.

Mais, tout réflexif qu'ait été mon positionnement – d'autant qu'aux terrains exotiques de certaines anthropologues, je m'inscrivais a contrario dans une « ethnologie du proche » (Beaud & Weber, 2010) -, je note aujourd'hui un manque de décentrement et entrevois certains ethnocentrismes. Ces biais et ethnocentrismes, je les ai hérités d'un manque d'attention aux dimensions de genre et telles qu'elles règlent un rapport social. Je les ai largement impensées, inquestionnées. C'est dire aussi que j'ai opéré, peut-être de manière inconsciente, une mise à distance pour n'articuler, n'intersecter que la classe et la race : un semblant de dénominateur commun avec les personnes enquêtées. C'est sur cette mise à distance que je voudrais revenir pour en interroger certains ressorts. Pourquoi ? Quelles autres lectures de mes enquêtes et de mon rapport à ces enquêtés aurais-je pu faire ? Quelles autres mises en formes de mes résultats de recherche auraient été possibles ? Qu'est-ce que cela dit du rapport des chercheur-ses aussi bien à leurs propres recherches qu'à celles d'autres ? Il s'agira aussi de s'interroger à ce que le genre comme ce rapport social permet de penser et d'opérer : pour ma part ce sera en pensant les masculinités.